ISLAMISME À LA MODE TURQUE

La Palestine comme fonds de commerce !

(9e partie)

Par Ali El Hadj Tahar
ali.benamar54@gmail.com

A travers le Parti de la justice et du développement (AKP) du Premier ministre turc, Tayyip Erdogan, les Turcs développent une stratégie qui joint le religieux, le culturel (feuilletons) et l'économique pour reconquérir le monde arabo-musulman ; et ils réussissent très bien.

Mais il n'est pas dit que les masses arabes vont les réaccepter, car elles sont allergiques à deux défauts qui font des dégâts dans leurs propres pays et qui ont apparemment été hérités des Ottomans : la culture de l'allégeance et la culture de la vassalité, deux défauts qui sont responsables, en Turquie comme dans le monde arabe, d'un phénomène plus grave, *la hogra,* une forme d'injustice qualifiée par un terme intraduisible vers l'arabe ou les autres langues et dont il faudrait chercher l'origine du côté de notre histoire ottomane.

La Turquie a reconnu Israël en 1949 pour devenir membre de l'OTAN en 1952. Tout au long de la Guerre froide, elle fut la principale forteresse du dispositif américain en Eurasie. «Au début des années 1990, la géopolitique américaine lui alloua un rôle encore plus important : devenir la puissance tutélaire d'un Grand Moyen-Orient américain et continuer à soutenir Israël contre le nationalisme arabe, empêcher la formation d'une Europe puissance indépendante en intégrant l'Union européenne, contenir l'influence de la Russie dans le Caucase et en Asie centrale turcophones, soutenir le séparatisme des Ouïghours dans le Turkestan chinois et enfin aider Washington, au détriment de Moscou, à contrôler les routes de désenclavement du pétrole et du gaz de la Caspienne et de l'Asie centrale», écrit Aymeric Chauprade, géopoliticien français.

Ces atouts, qui sont d'ailleurs à l'origine de sa prospérité qui a bénéficié d'une bonne relation avec l'Europe et avec l'Amérique grâce à l'OTAN, ils ne voudront jamais la perdre, pour rien au monde. La Turquie, qui dispose de troupes en Afghanistan, ne refuse jamais rien aux Etats-Unis. En contrepartie, elle se fait gourmande et souhaiterait que l'OTAN octroie en son sein quelques postes de responsabilité à des officiers turcs. Elle exigerait même que le poste de Secrétaire général de l'Alliance soit octroyé à un Turc ! Spécialiste du pousse-toi que je m'y mette, l'AKP d'Erdogan vient concurrencer les Egyptiens dans l'affaire de Ghaza et même dans la question palestinienne où tous les néophytes viennent jouer, dès lors que des pays comme l'Algérie, la Syrie, l'Irak et l'Egypte ont été mis hors jeu. Alors, on voit un ministre qatari se prendre pour Kissinger tout en faisant piétiner la cause

Tayyip Erdogan.

Mahmoud Abbas.

Benjamin Netanyahu.

Photos : DR

palestinienne et un Erdogan s'agiter pour une cause dont il vient de découvrir la justesse. Puis du haut de la tribune du Parlement turc, un député AKP ose même dire : «Ghaza est une affaire interne» ! Opportunisme qui met hors jeu tous les Arabes, y compris ceux qui comme la Syrie et le Liban ont payé de leurs territoires pour cette question sacrée des Arabes que les Turcs veulent aujourd'hui rafler pour récolter des retombées… islamistes. La question palestinienne semble devenue d'autant plus importante pour Ankara qu'Israël refuse de demander pardon pour les huit Turcs tués lors de l'abordage du navire humanitaire qui tentait de forcer le blocus de Ghaza, fin mai 2010. Avec le dossier palestinien, les Turcs veulent apparemment être reconnus par les Arabes comme une force de premier plan, comme une entité dont la nation musulmane serait fière. La reconnaissance des droits palestiniens demandée depuis des décennies par beaucoup de pays du monde, dont les pays d'Asie et d'Amérique du Sud, devient un miracle, une révélation prophétique lorsque la Turquie admet enfin cette évidence ! Cette revendication très tardive des droits palestiniens fait-elle oublier que la Turquie est le premier Etat à forte population musulmane à reconnaître l'Etat hébreu en 1949 ! Tour de passe-passe du magicien Erdogan qui transforme la trahison en héroïsme !

Le pays qui a soutenu Israël des décennies durant devient le plus brave de tous aux yeux des islamistes médusés, pour qui la Palestine n'a d'ailleurs jamais été une priorité, lui préférant le djihad contre d'autres musulmans dans le lointain Afghanistan, contre les chiites en Irak, contre leurs frères sunnites en Algérie et aujourd'hui en Syrie…

Par quel miracle, se demandent les Arabes, cette Turquie qui ne s'est pas émue du sort palestinien depuis 1949 se soucie-t-elle de leur misère aujourd'hui ? Utiliser la cause sacrée de la Palestine comme fonds de commerce ne trompe pas les musulmans qui savent qu'avant d'aller tuer à Ghaza ou ailleurs, les avions israéliens s'entraînent dans le ciel turc, selon les accords de coopération militaires entre les deux pays.

Israël-Turquie : crise ou jeu diplomatique ?

Pour aider son ami du Hamas palestinien, Khaled Mechaal, le pragmatique Erdogan va-t-il sacrifier Israël, c'est-à-dire sa place au sein de l'OTAN et même son petit rêve d'adhésion à l'Union européenne qui se réduit déjà comme une peau de chagrin depuis que la versatilité turque est devenue choquante et surtout depuis la crise économique grecque qui forcera certainement l'UE à bien choisir ses membres dans l'avenir ?

La Turquie est le 6e plus gros partenaire économique d'Israël. C'est aussi le seul pays musulman de la région qui offre à l'armée israélienne un espace aérien ouvert pour l'entraînement de sa force aérienne, ainsi qu'un marché conséquent pour son industrie militaire. La tension israélo-turque est montée d'un cran, en septembre 2011, lorsque Tayyip Erdogan a dit que les «navires de guerre turcs seront chargés de protéger les bateaux turcs acheminant des aides humanitaires vers la bande de Ghaza» soumise à un blocus. Les autorités israéliennes pensent que la Turquie n'irait pas «jusqu'à engager une telle action, compte tenu de ses engagements envers l'OTAN».

Néanmoins, l'ambassadeur d'Israël à Ankara a été expulsé et les relations diplomatiques entre les deux pays ont été abaissées au niveau du deuxième secrétaire d'ambassade. Ce qui n'empêche pas beaucoup d'observateurs de se demander s'il s'agit d'une crise profonde ou d'un jeu diplomatique, car si le torchon brûle entre Ankara et Tel-Aviv, leurs affaires continuent à tourner comme si de rien n'était.

Les échanges entre les deux pays représentent 3,5 milliards de dollars. De nombreuses sociétés turques sont implantées en Israël, notamment dans le BTP. Le projet turc, et l'investissement le plus important en Israël, consiste en la construction d'une centrale électrique par l'entreprise Zorlu Holding.

Par ailleurs, près de 900 grandes sociétés israéliennes sont implantées en Turquie, principalement dans la chimie, l'industrie pharmaceutique, les fournitures médicales, les logiciels et les communications, sans oublier bien sûr les divers prestataires dans le domaine de la défense. Selon Dan Catarivas, directeur des affaires internationales au sein du Syndicat patronal israélien (MAI), même si la Turquie déclarait un embargo contre Israël, cette décision n'affecterait que le secteur public du pays, «lequel ne représente qu'une petite partie des activités israéliennes en Turquie», car Jérusalem et Ankara pratiquent le libre-échange et leurs milieux économiques sont puissants et indépendants des gouvernements. «L'essentiel de ces activités étant de nature commerciale, les forces financières l'emporteront sur toute forme de pression politique», ajoute-t-il.

En découvrant la versatilité néo-ottomane, Israël ne prend cependant pas le changement de ton d'Ankara pour une plaisanterie : voilà pourquoi elle cherche à créer une «ceinture de sécurité» anti-turque dans les Balkans et la Méditerranée, en concluant des accords militaires avec la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Arménie, la Roumanie, et la Bulgarie. En outre, Netanyahu aurait rencontré le dirigeant chypriote grec, Christofias Démétrius, en février 2012 et lui aurait proposé la construction gratuite d'une usine de transformation de gaz, suite aux découvertes de nappes au large de Chypre. Netanyahu aurait également suggéré l'envoi de 20 000 soldats israéliens à Chypre pour protéger les intérêts pétroliers et gaziers de l'île ainsi que 10 000 travailleurs et leurs familles pour s'occuper de ces installations gazières. Christofias aurait, quant à lui, demandé à Netanyahu de convaincre les chefs d'entreprise israéliens de ne plus investir dans la partie de Chypre occupée par les Turcs (nord de l'île) depuis 1974. Et voilà que la politique «zéro problème avec les voisins» d'Erdogan se transforme en son contraire, zéro ami parmi les voisins.

Selon les déclarations de l'universitaire turc Cengiz Aktar au journal français *Libération*, la stratégie suivie par Ankara n'est pas productive. Pour ce chercheur, la Turquie a un énorme rôle à jouer dans la région «mais pour pouvoir le faire et être un médiateur crédible dans une région aussi explosive, il faut être équidistant entre toutes les parties en présence, y compris, donc, Israël. Et la Turquie est aujourd'hui perçue souvent comme alignée sur le Hamas et l'Iran. Elle ne peut pas être influente sur la scène internationale et régionale en antagonisant les liens euro-atlantiques qui ont été les piliers de son action diplomatique depuis 1945.

La nouvelle politique orientale menée par Ankara ne peut remplacer sa politique traditionnelle tournée vers l'Occident. Et d'ailleurs, je ne crois pas que ce gouvernement le veuille. Mais ses maladresses aboutissent à ce résultat.»

Pour plaire aux Arabes, il faut déplaire aux Israéliens et vice versa. Cela n'est plus possible pour une Turquie qui a brouillé ses cartes et en a grillé pas mal. Notamment dans la crise syrienne qui fait peser le spectre d'une guerre entre les deux pays, si ce n'est de l'ingérence pure et simple des forces occidentales qui serait également catastrophique pour la Turquie. Les islamistes de tous bords, AKP compris, ne se soucient pas des conséquences de la crise actuelle, notamment sur les Chrétiens qui se font quotidiennement tuer par les terroristes. D'ailleurs, cette communauté sait que si les islamistes prenaient le pouvoir, leur quiétude serait terminée et qu'ils seraient obligés de quitter le pays comme l'ont déjà fait des milliers de leurs coreligionnaires égyptiens.

Le drame algérien a prouvé que les islamistes ne reculent devant aucun crime. En Syrie également, ils massacrent et attribuent au pouvoir les charniers présentés à la télé, comme celui de Houla, de Misraba, Homs et d'ailleurs. Plusieurs attentats ont d'ailleurs été revendiqués par des groupes islamistes. L'islamisme à la mode turque est à double langage : son vrai visage apparaît dans la crise syrienne, la Turquie aidant et donnant asile à des groupes djihadistes financés par l'Arabie Saoudite et le Qatar, entraînés par les Français, les Anglais et les Israéliens. Pour paraître modéré, l'islamiste radical n'a qu'une barbe à se raser.

A. E. T.

(A suivre)